



Consortium
Formation
Énergie

MÉMOIRE PRÉBUDGÉTAIRE 2026-2027

L'innovation par la formation

Le **Consortium Formation Énergie** fédère plus d'une cinquantaine de centres de services scolaires, de cégeps et d'universités qui offrent des parcours de formation liés aux domaines de la transition énergétique, et ce, partout au Québec. Le Consortium offre plus d'une centaine de programmes et de formations par le biais des programmes habituels, de la formation continue (créditée ou non), du développement de compétences au sein des entreprises, ainsi que la qualification et la requalification de la main-d'œuvre dans les domaines de l'électrification des transports et des bâtiments, de l'énergie solaire et éolienne, de la décarbonation, de l'hydrogène vert et de la filière batterie. La mission première du Consortium est de veiller à assurer une synergie nationale entre les différents programmes de formation, et à s'assurer que ceux-ci répondent aux besoins actuels et futurs des entreprises de ces filières stratégiques.

Mise en contexte

Au cours des dernières années, le Québec a réaffirmé son ambition de se positionner comme un chef de file mondial de la transition énergétique. Cette volonté se traduit à la fois par les cibles ambitieuses du Plan pour une économie verte 2030, par l'objectif d'Hydro-Québec de doubler sa capacité de production en misant sur des sources d'énergie renouvelables, ainsi que par des investissements stratégiques destinés à structurer la filière batterie et par le déploiement, à Bécancour, d'une véritable Vallée de la transition énergétique. Malgré le ralentissement observé dans le contexte économique mondial, le besoin d'une main-d'œuvre qualifiée demeure un enjeu majeur. Le développement accéléré des filières éolienne et solaire, de même que l'électrification des transports, exige une mobilisation soutenue et une coordination étroite entre les partenaires afin de répondre à l'ampleur des besoins.

Plus que jamais, le développement d'une main-d'œuvre qualifiée est une priorité pour les entreprises et organisations œuvrant dans les domaines clés de la transition énergétique. Devant l'ampleur du défi, une démarche de valorisation de ces professions, autant auprès des jeunes que des adultes, s'avère nécessaire. Dans cette optique, le Consortium est heureux de présenter ses recommandations aux ministères concernés dans le cadre des présentes consultations prébudgétaires.

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

La formation est indissociable de l'effort de transformation économique et industrielle en cours au Québec. Le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie soutient déjà le développement industriel des axes identifiés. Afin d'assurer la cohérence et l'efficacité des initiatives liées à la transition énergétique, le gouvernement doit donner un signal clair de son engagement en s'appuyant sur le Consortium, déjà reconnu, et en le positionnant comme un pôle d'expertise et de concertation en matière de formation, appelé à contribuer en amont aux projets structurants. Nous demandons donc au Ministère un soutien au développement de l'écosystème de formation afin d'appuyer la réussite des projets de transition énergétique et le développement de la zone d'innovation de la Vallée de la transition énergétique (VTÉ).

Recommandations spécifiques

- 1) Assumer un leadership gouvernemental fort en assurant la coordination et la mobilisation des ministères concernés afin de proposer et de mettre en œuvre des initiatives structurantes visant le développement de la main-d'œuvre dans les secteurs liés à la transition énergétique du Québec.
- 2) Renouveler le soutien financier octroyé au Consortium pour la période 2025-2027, incluant le soutien aux ressources humaines, le développement de la vitrine Web, l'organisation d'activités de maillage, ainsi que la réalisation de missions et de partenariats stratégiques, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur.
- 3) Soutenir financièrement la création et le déploiement de l'École de la transition énergétique à Bécancour (projet estimé à 5 M\$), en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le Plan pour une économie verte 2030 est la politique-cadre adoptée pour orienter l'électrification des transports, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'efficacité énergétique et le développement de technologies propres à l'échelle de la province. Ce Plan guide l'action gouvernementale, avec un financement de plus de 10 milliards de dollars pour la période 2025-2030, afin de décarboner l'économie et préparer la société aux défis futurs. La mise en œuvre de ce Plan entraînera une croissance marquée des emplois liés à la transition énergétique, et, par le fait même, une évolution des besoins en main-d'œuvre, incluant des besoins de requalification, de mobilité et d'acquisition de nouvelles compétences. Plusieurs études prospectives¹ soulignent l'importance d'anticiper ces besoins et de favoriser l'adéquation entre l'offre de formation, les compétences de la main-d'œuvre et la demande du marché du travail pour soutenir le succès de la transition.

Recommandations spécifiques

- 4) Rendre le Programme de formations de courte durée (COUD) plus flexible, notamment en réduisant les délais d'acceptation et de traitement des demandes et en réduisant le nombre

¹ <https://carrefourrh.org/ressources/revue-rh/volume-26-no-2/transition-verte-etude-prospective-main-oeuvre>

d'entreprises partenaires et le nombre d'étudiantes et d'étudiants requis afin de faciliter l'implantation, l'organisation et la promotion de projets.

- 5) Mettre en place un programme de stages destiné aux entreprises œuvrant dans les domaines clés de la transition énergétique et souhaitant recruter des étudiantes et étudiants intéressés par la filière, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et le ministère de l'Éducation du Québec. Un tel programme pourrait prendre la forme d'une subvention couvrant jusqu'à 50 % du salaire des stagiaires.
- 6) Intégrer explicitement les professions liées aux secteurs stratégiques de la transition énergétique parmi les priorités de l'Opération main-d'œuvre afin de permettre aux travailleuses et travailleurs actuels qui le souhaiteraient de bénéficier d'un soutien financier pour se requalifier dans ces filières d'avenir.

Ministère de l'Enseignement supérieur

Toujours dans l'optique de qualifier rapidement la main-d'œuvre appelée à soutenir la transition énergétique, les cégeps et les universités sollicitent l'appui du gouvernement afin de renforcer le recrutement étudiant dans ces filières stratégiques. À la lumière des échanges tenus avec des entreprises qui prévoient s'implanter au Québec au cours des trois prochaines années, il ressort clairement que les attestations d'études collégiales (AEC) constituent la voie de formation la plus adaptée pour répondre à leurs besoins dans les délais requis. Les cégeps se sont engagés à collaborer afin d'implanter rapidement les programmes nécessaires, que ce soit par le partage de programmes existants ou par la création de nouvelles formations ciblées. Le principal enjeu demeure toutefois la capacité d'attirer un nombre suffisant d'étudiantes et d'étudiants, particulièrement dans les domaines des sciences et du génie, où les défis de recrutement persistent. La mise en place de mesures incitatives apparaît donc essentielle. Le calendrier est serré : chaque mois compte pour permettre la formation du volume de travailleuses et de travailleurs attendu par les entreprises.

Recommandations spécifiques

- 7) Rehausser le soutien offert par le biais de l'aide financière aux études (AFE) aux étudiantes et étudiants inscrits à temps partiel, et plus spécifiquement celles et ceux s'inscrivant dans un processus de rehaussement des compétences ou de réorientation de carrière.
- 8) Évaluer l'opportunité de créer un programme de bourses visant à accroître l'attractivité des parcours de formation liés aux domaines clés de la transition énergétique et à y attirer un plus grand nombre d'étudiantes et d'étudiants.
- 9) Veiller à adapter le financement octroyé aux petites cohortes dans le cadre d'une attestation d'études collégiales (AEC), un type de formation particulièrement prisé pour répondre aux besoins immédiats des entreprises de la filière énergie et assurer la concrétisation de leurs projets.

Ministère de l'Éducation

En complément des AEC, les attestations d'études professionnelles (AEP) constituent également un levier pertinent pour répondre à court terme aux besoins de main-d'œuvre de la filière énergétique. Les centres de services scolaires se mobilisent afin d'offrir les programmes requis, notamment par le partage de formations existantes entre établissements lorsque nécessaire. Par ailleurs, la création accélérée de nouvelles AEP pourrait permettre de répondre plus finement aux besoins spécifiques exprimés par les entreprises du secteur. Comme pour les autres parcours de formation, le principal défi demeure le recrutement d'un nombre suffisant d'étudiantes et d'étudiants. La mise en place de mesures incitatives ciblées sera donc essentielle pour assurer l'attractivité de ces programmes.

Recommandations spécifiques

- 10) Rehausser le financement offert aux centres de formation professionnelle pour le soutien au démarrage de petites cohortes.
- 11) Revoir le mode de financement en formation professionnelle afin de miser sur un financement en amont plutôt qu'à la sanction, et ce, afin d'assurer une plus grande stabilité des ressources humaines et favoriser la constitution de petites cohortes de formation.
- 12) Actualiser les règles budgétaires des centres de services scolaires pour permettre le financement des élèves à temps partiel, et plus spécifiquement ceux inscrits dans des centres de formation professionnelle.

Conclusion

En conclusion, le gouvernement du Québec s'est doté de cibles ambitieuses mais réalistes dans son Plan pour une économie verte 2030. Désirant demeurer un leader dans la réduction des GES tout en tirant profit du développement d'une filière émergente, le Québec doit être proactif afin d'assurer la productivité, l'innovation et la compétitivité de l'écosystème de la transition énergétique. La formation et la qualification de la main-d'œuvre sont des éléments clés pour atteindre ces objectifs. Le Consortium est convaincu de pouvoir être un partenaire stratégique du gouvernement en veillant à un arrimage optimal entre, d'une part, l'offre de formation des établissements d'enseignement qu'il représente dans toutes les régions et, d'autre part, les besoins de main-d'œuvre qualifiés pour réaliser nos ambitions collectives. Le Consortium Formation Énergie tient à remercier le ministère des Finances et ses équipes de l'attention portée au présent mémoire, et réitère sa volonté de collaborer pleinement afin de mettre en œuvre ces solutions et de poursuivre le travail visant à créer au Québec une filière énergétique verte productive, compétitive et innovante.

Annexe 1

Liste des établissements d'enseignement publics et des partenaires du Consortium

Établissements d'enseignement publics	
Centres de services scolaires	
CSS de Kamouraska—Rivière-du-Loup	CSS des Chênes
CSS de l'Énergie	CSS des Chic-Chocs
CSS de l'Or-et-des-Bois	CSS des Draveurs
CSS de la Baie-James	CSS des Grandes-Seigneuries
CSS de la Beauce-Etchemin	CSS des Hautes-Laurentides
CSS de la Jonquière	CSS des Hautes-Rivières
CSS de la région-de-Sherbrooke	CSS des Patriotes
CSS de la Riveraine	CSS des Rives-du-Saguenay
CSS de Montréal	CSS des Trois-Lacs
CSS de Saint-Hyacinthe	CSS du Chemin-du-Roy
CSS de Sorel-Tracy	CSS du Lac-Saint-Jean
CSS des Affluents	CSS du Pays-des-Bleuets
CSS des Bois-Francs	CSS Marie-Victorin
Cégeps	
Cégep André-Laurendeau	Cégep de Sherbrooke
Cégep de Drummondville	Cégep de Sorel-Tracy
Cégep de Granby	Cégep de Thetford
Cégep de Jonquière	Cégep de Trois-Rivières
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue	Cégep de Valleyfield
Cégep de la Gaspésie et des Îles	Cégep de Victoriaville
Cégep de Lévis	Cégep Édouard-Montpetit
Cégep de Saint-Hyacinthe	Cégep Limoilou
Cégep de Saint-Jérôme	Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
Cégep de Shawinigan	Collège de Maisonneuve
Universités / Instituts	
Université de Sherbrooke	Université Laval
Université du Québec à Trois-Rivières	Institut en génie de l'énergie électrique
Université du Québec en Outaouais	Institut national de la recherche scientifique
Partenaires	
CSMO Coeffiscience	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Fédération des cégeps	Ministère de l'Enseignement supérieur
Fédération des centres de services scolaires	Nouveau Monde Graphite
Institut national des Mines	Qualifications Québec
Investissement Québec	Ultium CAM
Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie	Vallée de la transition énergétique (VTÉ)
Ministère de l'Éducation	